

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE

**XXIV REUNION DU COMITÉ SPÉCIAL SUR LE TOURISME DURABLE (CSTD-24)
ET II REUNION PREPARATOIRE DE LA III REUNION DES
MINISTRES DU TOURISME DE LA GRANDE CARAÏBE (RMT-3)
Port d'Espagne, Trinidad et Tobago, les 16 – 17 juillet, 2013**

CREATION DE LA ZONE DE TOURISME DURABLE DE LA GRANDE CARAÏBE (ZTDC) PHASE III- MISE EN FONCTIONNEMENT DU MECANISME DE COOPERATION REGIONALE

I. VUE D'ENSEMBLE DU PROJET
A. DESCRIPTION DU PROJET
1.1 Intitulé du projet
<i>Création de la Zone de tourisme durable de la Grande Caraïbe (ZTDC) - Phase III</i>
1.2 Domaines prioritaires de l'AEC et programme
<u>Domaine prioritaire</u> : <i>Tourisme durable (TD)</i>
<u>Programme</u> : <i>Ce projet est une composante du Programme relatif à la création de la Zone de tourisme durable de la Grande Caraïbe (ZTDC)</i>
1.3 Objectifs et bien-fondé
<u>Objectif général</u> : <i>Le programme relatif à la création de la Zone de tourisme durable de la Grande Caraïbe (ZTDC) a été conçu en tant qu'approche participative multisectorielle de gestion des destinations ; il se réfère à la définition du tourisme durable donnée par l'OMT, qui implique la gestion de toutes les ressources qu'elles soient naturelles, culturelles, humaines et financières, de façon à répondre aux besoins économiques, sociaux et esthétiques, tout en offrant au visiteur une expérience unique et en améliorant, en même temps, la vie des populations locales.</i>
<u>Objectif(s) particulier(s) :</u> <ol style="list-style-type: none"> I. <i>Renforcer les compétences des parties prenantes publiques et privées de l'industrie du tourisme des Etats membres et des Membres associés de l'AEC, en ce qui concerne les principes et le savoir-faire en matière de tourisme durable, et à cet égard, promouvoir le dialogue, la collaboration et les partenariats entre ces parties prenantes.</i> II. <i>Synchroniser les initiatives régionales et internationales en matière de tourisme durable et l'adaptation des meilleures pratiques.</i> III. <i>Identifier les méthodes et outils communs servant à mesurer l'impact du développement durable sur l'environnement économique, social et culturel de la zone.</i> IV. <i>Fournir dans les domaines du tourisme et de la durabilité, les outils, les ressources et les stratégies facilitant une planification efficace pour améliorer le développement et la promotion des sites touristiques ainsi que leur commercialisation et leur valeur promotionnelle</i>
<u>Bien-fondé :</u> <i>Dans la Grande Caraïbe, l'industrie du tourisme s'est hissée à la première place en tant qu'activité économique de premier plan pour plusieurs Etats membres et Membres associés de l'AEC. Les turbulences persistantes affectant les autres secteurs économiques de la région ont contribué à mettre en valeur l'importance relative du tourisme comme stratégie de développement économique. Le tourisme est donc de plus en plus déterminant pour la survie économique des économies locales, à la fois comme pourvoyeur d'emplois et comme source d'investissements directs de la part de l'étranger et de recettes en devises.</i> <i>Un développement convenable et une gestion appropriée du tourisme peuvent présenter des avantages significatifs pour la destination concernée comme pour les visiteurs. Le tourisme peut contribuer à la gestion et à la conservation des ressources naturelles et culturelles ; grâce à lui, on a pu faire revivre des savoir-faire locaux, des traditions et des expressions artistiques ; il peut, en outre agir comme une incitation à protéger ces atouts. Le tourisme représente également une des rares opportunités économiques pour les populations isolées et il offre des chances réelles de réduire la pauvreté, de créer</i>

des emplois pour les personnes désavantagées et de stimuler le développement régional.

Toutefois, un tourisme non organisé et mal géré peut générer des problèmes : urbanisation rapide généralement non planifiée, dégradation de l'environnement, modifications socioculturelles ainsi que divers impacts économiques négatifs tels que des ratios importations/exportations élevés, un affaiblissement de l'industrie locale, des pertes liées à l'appropriation des actifs par des étrangers, des importations de main d'œuvre, etc. Dans la Grande Caraïbe, les impacts positifs et négatifs du développement du tourisme sont évidents.

Sur une échelle géoéconomique plus vaste, l'industrie du tourisme subit une transformation sociale et structurelle rapide. Les motivations de la demande sont en évolution au moment où la nature, le patrimoine et les destinations à vocation récréative deviennent plus importantes et où le tourisme traditionnel est obligé de faire face à des contraintes écologiques plus strictes. En outre, les marchés émetteurs primaires tels que les Etats-Unis, font face à des défis économiques qui ralentissent les voyages, tandis que la Grande Bretagne en imposant de nouvelles mesures fiscales comme la Air Passenger Duty Tax, exerce déjà un impact négatif sur les entreprises impliquées dans le tourisme et par là même, sur les économies locales. Les pays de la région font simultanément face à une concurrence croissante des nouvelles destinations émergentes d'Asie et d'ailleurs, ce qui ajoute encore à la volatilité des perspectives régionales à venir. Par ailleurs, l'environnement biophysique, riche et divers, qui offre un atout concurrentiel à ces pays, est bien souvent dégradé, de sorte que le tourisme, outil nécessaire pour atteindre les objectifs de développement, s'en trouve compromis à moins que cette tendance ne soit renversée et que ces ressources ne soient convenablement protégées.

Cette conjoncture est un défi pour les gouvernements de la région et pour les entreprises privées qui requièrent des réponses rapides et innovantes ainsi que de nouvelles approches pour le marché du tourisme afin qu'il conserve et accroisse ses parts de marché.

Protéger le tourisme et garantir son activité à long terme, telles étaient les principales préoccupations lorsque la convention créant la Zone de tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC) fut signée en 2001 par les chefs d'Etat et/ou de Gouvernement de l'AEC. On a défini la ZTDC comme « une unité riche et diverse du point de vue culturel, socioéconomique et biologique, géographiquement délimitée, dans laquelle le développement du tourisme sera conditionné par la durabilité et les principes d'intégration, de coopération et de consensus, afin de faciliter le développement intégré de la région de la Grande Caraïbe ».

La Convention reconnaît que la différence de situation entre destinations de la Grande Caraïbe est l'un des principaux défis rencontrés dans la création de la Zone. Afin d'en faciliter le processus, on a mis en place un instrument supplémentaire faisant partie de la Convention, qui inclut une série d'indicateurs destinés à harmoniser les critères d'appartenance des destinations à la ZTDC. Actuellement, ces Indicateurs du tourisme durable ont permis d'évaluer douze destinations touristiques des Etats membres de l'AEC.

Le présent projet a été conçu pour être la troisième phase sur la voie de la mise en fonctionnement du Mécanisme de coopération régionale (MCR) en tant que composante de la ZTDC. Etant donné la diversité des pays de la Caraïbe, le mandat politique contenu dans la Déclaration établit la nécessité de doter la ZTDC d'un mécanisme pratique et opérationnel pour rassembler les initiatives individuelles en matière de tourisme durable et les meilleures pratiques conçues et/ou mises en œuvre par les pays, pour identifier leurs points communs et définir la plateforme sur la base de laquelle on assurerait la promotion et la durabilité de la ZTDC.

Dans ce processus, la participation et la consultation des organismes touristiques nationaux et régionaux de la Grande Caraïbe et des parties prenantes internationales est fondamentale pour garantir non seulement l'acceptation de la plateforme proposée, mais aussi sa viabilité politique, économique et sociale. En l'absence de MCR-ZTDC il n'y aurait pas d'environnement garantissant la durabilité de la ZTDC. A cet égard, la mise au point et l'utilisation optimale de la page Web de la ZTDC sont d'une importance capitale.

*Ce projet sera exécuté en étroite collaboration avec le Conseil régional de la Martinique qui assumera le rôle de chef de projet et co-financeur et avec **INTERREG IV Caraïbes**. Les activités seront exécutées en consultation avec le Comité de direction de la ZTDC (CDZ) qui sera créé, conçu comme un groupe d'experts technique comprenant des universitaires, des experts en durabilité, des professionnels du tourisme, des consultants, des décideurs politiques et des responsables de gestion des destinations des Etats membres et des Membres associés de l'AEC, qui seront chargés de veiller aux processus d'administration de la ZTDC, à la garantie de la qualité et à la conformité aux normes de sélection et d'évaluation des destinations. Avec l'exécution de ce projet, prendra fin le processus régional de sélection et d'évaluation des destinations devant faire partie de la ZTDC qui inclura ainsi au moins une destination dans chacun des pays de l'AEC ; prendra fin également, la mise en place des systèmes de support et des mécanismes nécessaires à la ZTDC pour assurer la viabilité de cette initiative bien au-delà de l'achèvement du projet.*

1.4 Résultats/Composantes

COMPOSANTE 1 : COMPILATION ET ETUDE SUR LE TOURISME DURABLE DANS LA REGION ET CADRE OPERATIONNEL POUR LA CREATION DU MCR-ZTDC

1.1 Recherche sur l'évolution, les approches actuelles et les interventions liées au tourisme durable dans la Région, incluant l'identification des initiatives nationales, régionales et internationale pertinentes entreprises par des Membres et membres Associés de l'AEC.

1.2 Analyse des initiatives les plus pertinentes et de leur impact sur les marchés internationaux, et recommandations en vue de leur alignement/intégration dans la ZTDC MCR-ZTDC.

1.3 Identification et inventaire des contreparties et des personnes à contacter dans les organismes régionaux et internationaux ayant un rapport avec le développement et le financement du tourisme durable.

1.4 Recommandations concernant le cadre proposé pour le Mécanisme de coopération régionale (MCR) et les procédures opérationnelles pour garantir le fonctionnement et la viabilité du MCR-ZTDC.

1.5 Définition du processus de consultation en vue d'incorporer de nouvelles destinations de pays de l'AEC à la ZTDC. Il serait d'une importance fondamentale d'utiliser la page Web du MCR-ZTDC en recourant à un système d'autocontrôle basé sur les TI.

1.6 Recommandations concernant la désignation ou la marque à attribuer aux destinations participantes et identification des possibilités, avec des recommandations et un plan d'action pour les pays participant à la Zone, cette désignation ou valeur permettant d'acquérir des avantages en termes de promotion et de commercialisation sur le marché international.

1.7 Etudier les analogies avec des initiatives internationales, sans oublier celle concernant les Critères mondiaux du tourisme durable (GSTC), et mise en place de l'Observatoire de la ZTDC aligné sur l'Observatoire mondial du tourisme durable de l'Organisation mondiale du tourisme (GOST).

COMPOSANTE 2 : RÉUNIONS ET CONFÉRENCES CONCERNANT LE MCR-ZTDC

- 2.1 Réunion de présentation des résultats préliminaire et Première Réunion du Comité de pilotage de la ZTDC conçu comme un organisme de partenariat public-privé composé d'experts en matière de tourisme durable et de durabilité, d'universitaires, de spécialistes de l'environnement, de chefs d'entreprises touristiques et de responsables du tourisme régional pour définir le processus de candidature et de qualification pour la ZTDC et les responsabilités et fonctions des membres. (Nourriture, salle de réunion, transport et autres frais liés à la réalisation de ces réunions)
- 2.2 Réunion de présentation des éléments du projet et lancement officiel de la page Web du MCR-ZTDC en parallèle avec la tenue de la Vingt-cinquième Réunion du Comité Spécial de l'AEC sur le tourisme durable. (Nourriture, salle de réunion, transport et autres frais liés à la réalisation de ces réunions)

COMPOSANTE 3 : VOYAGES ET HÉBERGEMENT

- 3.1 Subventions pour le voyage et l'hébergement des membres du Comité de pilotage participant à la Réunion inaugurale.
- 3.2 Subventions pour le voyage et l'hébergement des représentants des Etats membres et autres participants assistant au lancement officiel du MCR-ZTDC et à la Vingt-cinquième Réunion du Comité Spécial de l'AEC sur le tourisme durable (SCST-25).
- 3.2 Participation de trois délégués du Conseil Régional de la Martinique à la Vingt-quatrième Réunion du Comité Spécial de l'AEC sur le tourisme durable (SCST-24).

COMPOSANTE 4: EQUIPEMENT

- 4.1 Equipement audiovisuel et d'autre type nécessaire pour la communication, la traduction, l'impression, les vidéoconférences lors de la Première Réunion du MCR-ZTDC.
- 4.2 Equipement audiovisuel et d'autre type nécessaire pour la communication, la traduction, l'impression, les vidéoconférences lors de la Vingt-cinquième Réunion du CSTD, SCST-25, et du lancement officiel du MCR-ZTDC.

COMPOSANTE 5 : PROMOTION ET COMMUNICATION

- 5.1 Collatérales et Matériaux de promotion de la ZTDC-MCR – (Guide des destinations de la ZTDC - Reproduction des outils et ressources pour la gestion des destinations sous forme de Manuel général relatif à la ZTDC incluant les critères pour les candidatures, les méthodes d'évaluation et les étapes à respecter pour maintenir le statut de la ZTDC) ; Guide/Manuel de ZTDC-MCR (Structure et stratégies pour le fonctionnement du ZTDC-MCR ; Elaboration et reproduction d'une brochure descriptive et dossier ; ainsi que de supports multimédia annexes (présentations sous forme de vidéos, de CD-Rom et de présentations en PPT) à des fins publicitaires et promotionnelles.
- 5.2 Mise au point du site Web destiné à gérer les informations générales sur la ZTDC et son processus de création, les profils des destinations, les outils de gestion et les ressources des destinations. Le site Web, conçu comme un portail interactif multifonctionnel, offrira une plateforme pour accueillir le RCM. Sur ce site Web figureront aussi le bulletin de la ZTDC et un annuaire en ligne des destinations complété par des nouvelles concernant le tourisme durable, les ressources et les activités.
- 5.3 Lancement d'une campagne de publicité au niveau régional et d'un programme de sensibilisation pour mieux faire connaître la ZTDC ainsi que les outils nécessaires et leur utilisation.

COMPOSANTE 6: RESSOURCES HUMAINES

- 6.1 *Ressources humaines nécessaires pour les services de traduction et d'interprétation lors de la Première Réunion du MCR-ZTDC.*
- 6.2 *Ressources humaines nécessaires pour les services de traduction et d'interprétation lors la Réunion SCST-25 et de la cérémonie de lancement du MCR-ZTDC*

COMPOSANTE 7: ELABORATION DU PROJET

- 7.1 *Consultations entre l'AEC et le Conseil Régional de la Martinique pour la planification et l'élaboration du projet.*

COMPOSANTE 8: FRAIS DE REPRODUCTION ET DE COMPTES RENDUS

- 8.1 *Un compte rendu évaluatif du projet devra être élaboré dans un délai maximum de trois mois après que ce dernier ait été achevé; il devra contenir des informations sur sa mise en œuvre générale, les problèmes rencontrés et les stratégies d'atténuation. Ce compte-rendu devra aussi étudier les expériences des destinations liées à l'impact du projet, par rapport aux leçons apprises, aux meilleures pratiques et aux recommandations pour des initiatives futures.*
- 8.2 *Frais de traduction, d'impression et de publication des rapports sur le projet.*

1.5 Coût estimé et durée

- *Durée : 2ans (2012-2014)*
- *Coût : €230,212 US\$306,182¹*
(Taux de change 13/06/13: 1 EUR = 1.33 USD, 1 USD = 0.75 EUR)

1.6 Etat actuel d'avancement du projet

Les Indicateurs régionaux du tourisme durable approuvés par les pays de l'AEC pour servir de points de repère dans l'évaluation de la durabilité de leurs destinations, constituent les éléments clés de la Convention sur la ZTDC. A La mise en œuvre de la ZTDC a succédé le projet de définition et d'application des indicateurs de durabilité dans la Caraïbe, mis au point en 2005. Ces indicateurs élaborés en collaboration avec l'OMT consistent en un certain nombre de thèmes sur la durabilité, en une série d'indicateurs de base, en références régionales et indicateurs optionnels.

Le premier projet, projet pilote d'évaluation d'une destination a été réalisé de janvier à juin 2006, à l'aide de fonds fournis par le Foreign Commonwealth Office (FCO) du gouvernement du Royaume-Uni. Une équipe de consultants a visité cinq destinations sélectionnées dans un groupe d'Etats membres de l'AEC et les ont évaluées en fonction des Indicateurs du tourisme durable : la ville de Roseau à la Dominique, Bayahibe en République dominicaine, Ocho Rios Resort Area à la Jamaïque, Cozumel au Mexique et Portobelo au Panama. L'évaluation de ce premier groupe de destinations a facilité la définition de directives pour que les pays membres de l'AEC soient en mesure de sélectionner les destinations appelées à appartenir à la ZTDC, et de rédiger un formulaire d'évaluation des destinations de la ZTDC. En outre, ce projet comprenait aussi une analyse des carences et la préparation de plans d'action pour les destinations pilotes, conformément à la série d'Indicateurs du tourisme durable de la Convention créant la Zone.

¹ Estimation des coûts: sont une estimation des coûts pour les réunions et conférences, voyage et de séjour, communication, équipements, documentation, impression, publication, consultants et les coûts associés pour l'exécution du projet. La contribution en nature du Secrétariat de l'AEC correspond à l'assistance technique, la coordination et le suivi du projet, basé sur le temps et les ressources allouées à la mise en œuvre du projet. Les montants sont arrondis au dollar près.

La deuxième phase intitulée “Projet pour l’expansion de la Zone de tourisme durable de la Grande Caraïbe (ZTDC)” s’est déroulée d’avril à novembre 2008 et a été financée par le programme INTERREG IIIB Espace Caraïbe sous les auspices du Conseil régional de Guadeloupe (CRG). Cette deuxième phase inclut l’évaluation de sept destinations supplémentaires dans cinq pays de l’AEC : Verte Vallée et Saint François-Pointe des Châteaux en Guadeloupe; la commune de Sainte-Anne et la péninsule de la Caravelle en Martinique ; Awala Yalimapo en Guyane française ; Buccoo Reef à Trinité-et-Tobago et le site de Richmond à St-Vincent-et-les-Grenadines.

La méthodologie et les instruments mis au point pour évaluer les destinations avant qu’elles ne fassent partie de la ZTDC, et testés pendant la première et deuxième phase du projet, serviront de base à la troisième phase pour garantir la cohérence des informations fournies par chacune des destinations et pour garantir la valeur et la crédibilité des normes de la ZTDC. En outre, en créant un environnement favorable à la pérennité de la ZTDC, la mise en place du site web, le mécanisme de coopération régional et l’observatoire de la ZTDC constitueront ensemble une plate-forme importante pour la mise en réseau et pour l’échange, des connaissances et des meilleures pratiques sur le développement du tourisme durable dans la Grande Caraïbe.

*Pour l’exécution de cette troisième phase du projet ZTDC, la Direction du tourisme durable a établi un partenariat avec **le Conseil régional de la Martinique**, qui, en défendant ce projet, a réussi à obtenir l’approbation d’INTERREG IV Caraïbes dans le cadre de la recherche de financement pour les **156,149 €**. Le Conseil régional de la Martinique jouera un rôle important dans l’exécution de cette phase du projet, en fournissant un soutien technique et financier, en tant que chef de projet dans le cadre d’INTERREG et en sa qualité de co-financeur du projet.*

B. PARTIES PRENANTES**1.7 Institution responsable**

Direction du Tourisme durable, Secrétariat de l'AEC

Direction des Affaires Européennes et de la Coopération, Conseil régional de la Martinique

1.8 Bénéficiaires

Tous les Etats membres et Membres associés de l'AEC

1.9 Institutions partenaires

Nom de l'institution: Association des Etats de la Caraïbe		
Nom et titre du fonctionnaire responsable: Ms. Julio Orozco, Directeur chargée du tourisme durable		
Adresse: 5/7, Sweet Briar Road, St Clair.		Ville: Port d'Espagne
Pays: Trinité-et-Tobago, West Indies.		Pages web: www.acs-aec.org
Tél: (868) 622 95 75	Fax: (868) 622 16 53	Email: jorozco@acs-aec.org

Nom de l'institution: Conseil régional de la Martinique		
Nom et titre du fonctionnaire responsable: Ms Maguy Marie-Jeanne, Chef du service de la coopération, Direction des Relations Internationales et de la Coopération		
Adresse Rue Gaston Defferre, Cluny		Ville: 97200 Fort de France
Pays: Martinique		Pages Web: www.cr-martinique.fr
Tél: 011-596-596 390	Fax: 011-596-596 4 14	Email: mm-jeanne@region-martinique.mq; service.cooperation@cr-martinique.fr

Nom de l'institution: CARIBSAVE Partnership et INTASAVE		
Nom et titre du fonctionnaire responsable: M. Murray C. Simpson, Directeur exécutif		
Adresse: Caribbean Regional Headquarters, Hastings House, Balmoral Gap		Ville: Christchurch
Pays: Barbade		Pages web: www.caribsave.org
Tél: 1-246-426-2042 +44 7815 325 894;	Fax:	Email: murray.simpson@caribsave.org murray.simpson@ouce.ox.ac.uk

Nom de l'institution: University of the West Indies		
Nom et titre du fonctionnaire responsable: Dr. Matthew Wilson, Chargé d'enseignement		
Adresse: Department of Geography		Ville: St. Augustine
Pays: Trinidad & Tobago		Pages web: http://sta.uwi.edu/ffa/geography/index.asp
Tél: 1-868-662-2002 x83255	Fax: 1-868-645-0479	Email: mdwtnt@gmail.com; matthew.wilson@sta.uwi.edu

Nom de l'institution: OMT (Organisation mondiale du tourisme)		
Nom et titre du fonctionnaire responsable: Carlos Vogeler, directeur des Amériques Luigi Cabrini, Directeur chargé du développement durable du tourisme		
Adresse: Capital Haya 42		Ville: 28020 Madrid
Pays: Espagne		Pages Web: www.unwto.org/
Tél: +34 915678225	Fax: +34 915713733	Email: cvogeler@unwto.org ; lcabrini@unwto.org

1.10 Institutions exécutantes

Direction du Tourisme durable, Secrétariat de l'AEC

Direction des Affaires Européennes et de la Coopération, Conseil régional de la Martinique

1.11 Institutions de financement

Association des Etats de la Caraïbe

Direction des Affaires Européennes et de la Coopération, Conseil régional de la Martinique

INTERREG IV Caraïbes

Sources additionnelles et montants du financement: à déterminer.

ANNEXE I

CREATION DE LA ZTDC (PHASE III)

MISE EN FONCTIONNEMENT DU MECANISME DE COOPERATION REGIONALE

CALENDRIER DES ACTIVITES

*Cette annexe a pour but d'indiquer la durée estimative de chacune des principales activités,
et de fixer le calendrier de chacune des tâches*

Années	2012		2013												2014					
Mois	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin
Composante 1 Etudes et rapports																				
Composante 2 Réunions et activités																				
Composante 3 Voyage et hébergement																				
Composante 4 Equipement																				
Composante 5 Promotion et communication																				

Composante 6 Ressources humaines																				
Composante 7 Elaboration du projet																				
Composante 8 Traduction, impression et publication																				

ANNEXE II

CREATION DE LA ZONE DE TOURISME DURABLE DE LA GRANDE CARAÏBE (PHASE III)
MISE EN FONCTIONNEMENT DU MECANISME DE COOPERATION REGIONALE
PROJET DE BUDGET*

RESUME DES COÛTS DU PROJET			
DESCRIPTION DES COÛTS	Entité responsable	Euro (€)	USD (\$)
COMPOSANTE 1: COMPILATION ET ETUDE SUR LE TOURISME DURABLE DANS LA REGION ET CADRE OPERATIONNEL POUR LA CREATION DU MCR-ZTDC			
1.1 . Recherche sur l'évolution, les approches actuelles et les interventions liées au tourisme durable dans la Région, incluant l'identification des initiatives nationales, régionales et internationale pertinentes entreprises par des Membres et membres Associés de l'AEC.	Consultant	5.000	6.650
1.2 Analyse des initiatives les plus pertinentes et de leur impact sur les marchés internationaux, et recommandations en vue de leur adaptation/intégration dans le MCR-ZTDC.		2.500	3.325
1.3 Identification et inventaire des contreparties en matière de tourisme durable et des personnes à contacter dans les organismes régionaux et internationaux liés au développement et au financement du tourisme durable.		5.000	6.650
1.4 Recommandations concernant le cadre proposé pour le Mécanisme de coopération régionale (MCR) et les procédures opérationnelles pour garantir le fonctionnement et la viabilité du MCR-ZTDC		5.000	6.650
1.5 Définition du processus de consultation en vue d'incorporer de nouvelles destinations des pays de l'AEC à la ZTDC.		2.500	3.325
1.6 Recommandations concernant la désignation ou la marque à attribuer aux destinations participantes et identification des possibilités, avec des recommandations et un plan d'action pour les pays participant à la Zone, cette désignation ou valeur étant un moyen d'acquérir des avantages en termes de promotion et de commercialisation sur le marché international ciblé		5.000	6.650

1.7 Etudier les analogies avec des initiatives internationales, sans omettre celle des Critères mondiaux du tourisme durable (GSTC), et mise en place de l'Observatoire de la ZTDC aligné sur l'Observatoire mondial du tourisme durable de l'Organisation mondiale du tourisme (GOST).	AEC	0.00	0.00
Total		25.000	33.250
COMPOSANTE 2: RÉUNIONS ET CONFERENCES CONCERNANT LE MCR-ZTDC			
2.1 Réunion de présentation des résultats préliminaire et Première Réunion du Comité de direction de la ZTDC conçu comme un organisme de partenariat public-privé composé d'experts en matière de tourisme durable et de durabilité, d'universitaires, de spécialistes de l'environnement, de chefs d'entreprises touristiques et de responsables du tourisme régional, en vue de définir le processus de candidature et de qualification pour la ZTDC et les responsabilités et fonctions des membres (nourriture, salle de réunion, transport et autres frais liés à la réalisation de ces réunions)	Martinique et AEC	5.000	6.650
2.2 Réunion de présentation des rapports sur le projet et lancement officiel de la page Web du MCR-ZTDC en parallèle avec la tenue de la Vingt-quatrième Réunion du Comité Spécial de l'AEC sur le tourisme durable (nourriture, salle de réunion, transport et autres frais liés à la réalisation de ces réunions)		15.000	19.950
Total		20.000	26.600
COMPOSANTE 3: VOYAGES ET HEBERGEMENT			
3.1 Subventions pour le voyage et l'hébergement des membres du Comité de pilotage des consultants du projet participant à la Réunion inaugurale.	Martinique et AEC	6.650	8.845
3.2 Subventions pour le voyage et l'hébergement des représentants des Etats membres et autres participants assistant au lancement officiel du MCR-ZTDC et à la Vingt-cinquième Réunion du Comité Spécial de l'AEC sur le tourisme durable (SCST-25).		10.000	13.300
3.3 Participation de trois délégués du Conseil Régional de la Martinique à la la Vingt-quatrième Réunion du Comité Spécial de l'AEC sur le tourisme durable (SCST-24).	Martinique	2.200	2.926
Total		18.850	25.071

COMPOSANTE 4: EQUIPEMENT			
4.1 Equipement audiovisuel et d'autre type nécessaire pour la communication, la traduction, l'impression et les vidéoconférences lors de la Première Réunion du MCR-ZTDC.	Martinique	4.999	6.649
4.2 Equipement audiovisuel et d'autre type nécessaire pour la communication, la traduction, l'impression, les vidéoconférences lors de la Vingt-cinquième Réunion du CSTD, SCST-25, et du lancement officiel du MCR-ZTDC.	Martinique	10.000	13.300
<i>Total</i>		14.999	19.949
COMPOSANTE 5: PROMOTION ET COMMUNICATION			
5.1 MCR-ZTDC Collatérales et Matériaux de promotion: Guide de Destination; Guide/Manuel de la MCR-ZTDC ; Brochure de la ZTDC ; Dossier de la ZTDC ; ainsi que les collatéraux de supports multimédia annexes (présentations sous forme de vidéos, de CD-Rom et de présentations en PPT) à des fins publicitaires et promotionnelles.	Consultant/ Publisher	20.000	26.650
5.2 Mise au point du site Web destiné à gérer les informations générales sur la ZTDC et son processus de création, les profils des destinations, les outils de gestion et les ressources des destinations. Le site Web, conçu comme un portail interactif multifonctionnel, offrira une plateforme pour accueillir le RCM.	Consultant	30.000	39.900
5.3 Lancement d'une campagne de publicité au niveau régional et d'un programme de sensibilisation pour mieux faire connaître la ZTDC ainsi que les outils nécessaires et leur utilisation.	AEC et Martinique	1.900	2.527
<i>Total</i>		52.900	70.357
COMPOSANTE 6: RESSOURCES HUMAINES			
6.1 Ressources humaines nécessaires pour les services de traduction et d'interprétation lors de la Première Réunion du MCR-ZTDC.		5.000	6.650
6.2 Ressources humaines nécessaires pour les services de traduction et d'interprétation lors la Réunion SCST-25 et de la cérémonie de lancement du MCR-ZTDC		10.000	13.300
<i>Total</i>		15.000	19.950

COMPOSANTE 7: ELABORATION DU PROJET			
7.1 Consultations entre l'AEC et le Conseil Régional de la Martinique pour la planification et l'élaboration du projet.		1800	2.394
<i>Total</i>		1.800	2.394
COMPOSANTE 8: FRAIS DE REPRODUCTION ET DE COMPTES RENDUS			
8.1 Un compte rendu évaluatif du projet devra être élaboré dans un délai maximum de trois mois après que ce dernier ait été achevé; il devra contenir des informations sur sa mise en œuvre générale, les problèmes rencontrés et les stratégies d'atténuation. Ce compte-rendu devra aussi étudier les expériences des destinations liées à l'impact du projet, par rapport aux leçons apprises, aux meilleures pratiques et aux recommandations pour des initiatives futures.		5.000	6.650
8.2 Frais de traduction, d'impression et de publication des rapports sur le projet		2.6000	3.458
<i>Total</i>		7.600	10,108
Sous-total		156.149,00	207,678
Frais additionnels pour la mise au point du site Web du MCR-ZTDC		15.600	20.748
Contribution en nature de l'AEC (ressources humaines, équipements, communication, assistance technique)		58,463	77,756
TOTAL		230.212	306,182

* 13/06/13: 1 EUR = 1.33 USD, 1 USD = 0.75 EUR